
L'Orissa voit rouge, exploitation minière et destruction de l'écosystème

Dans une Inde à l'heure de la libéralisation économique, les géants miniers se poussent au portillon pour revendiquer une part de ses richesses minérales. Au centre de cette convoitise se trouve l'Orissa. Cet État avec un sol aussi riche que sa population est pauvre combine l'attrait d'un minerai de qualité à bas prix, une main-d'œuvre bon marché, des officiels peu regardant en matière d'environnement et la proximité de zones portuaires. L'activité minière qui s'y déroule détruit l'environnement, pollue les cours d'eau et provoque des déplacements de populations qui, privées de leurs ressources naturelles, deviennent incapables d'assurer leur survie. Cette exploitation démesurée de l'environnement et l'indifférence dont font l'objet les populations locales sacrifiées pour le profit de bénéficiaires lointains sont en train de nourrir des conflits violents dans les zones reculées de l'Inde en proie au naxalisme. Ce mouvement révolutionnaire maoïste, lancé en 1967 à Naxalbari au Bengale-Occidental, s'étend depuis le rassemblement en 2004 de plusieurs groupes révolutionnaires sous la bannière du Parti communiste indien maoïste. Actif dans seize des vingt-huit États indiens, son emprise dans les régions qui se situent en marge de la croissance économique ne cesse de croître.

CHEYENNE KRISHAN

L'Orissa, le Chattisgarh et le Jharkhand, les trois États où se concentrent les richesses minières métalliques du pays, abritent aussi ses écosystèmes les plus précieux, gardiens de son réseau de cours d'eau et de sa diversité biologique. Ces régions concentrent une importante population d'Adivasis¹. En Orissa, ils représentent plus d'un quart des habitants et les trois-quarts d'entre eux vivent aux alentours de la forêt dont ils tirent l'essentiel de leurs ressources.

¹ Terme désignant les individus appartenant aux populations tribales de l'Inde.

Les sociétés minières appuyées par l'État se heurtent de plus en plus fréquemment à la colère des tribaux qui, depuis une décennie, luttent pour défendre des droits que l'État ne semble pas leur reconnaître bien qu'ils soient inscrits dans la Constitution².

Le dernier géant minier à buter contre l'opposition tribale est Vedanta, l'entreprise de l'homme d'affaire indien, Anil Agarwal. Il a fait fortune en aidant le gouvernement à privatiser ses avoirs miniers. La société opère principalement en Inde, mais siège à Londres et est cotée en Bourse. Depuis 2004, Vedanta essaye d'ouvrir une mine de bauxite à ciel ouvert dans les collines du Nyamgiri dans l'Orissa. Le projet qui concerne plus de 672 000 hectares aura pour conséquence de détruire la forêt qui abrite la communauté des Donghria Kondh depuis des siècles. Les Donghria qui sont aujourd'hui huit mille doivent leur survie au Nyamgiri dont ils dépendent pour faire paître leur bétail et se procurer leur nourriture. Ces populations tribales, des hindous animistes, vénèrent la montagne qu'ils considèrent comme une divinité.

Plusieurs études de l'impact de la mine de bauxite sur l'environnement ont été réalisées, notamment par le Wildlife Institute of India³. Les collines du Nyamgiri constituent une zone forestière d'une grande diversité biologique qui abrite plusieurs espèces en voie de disparition dont les tigres et les écureuils géants. La couche de bauxite qui recouvre le sommet des collines absorbe la mousson et libère les eaux progressivement au cours de l'année alimentant des dizaines de cours d'eau. C'est une source d'eau critique dans une région prédisposée à la sécheresse. Deux cours d'eau majeurs prennent naissance dans ces montagnes : le Vansadhara et le Nagaveli. Le Wildlife Institute prédit qu'exploiter le Nyamgiri aura pour conséquence la destruction de la forêt et la contamination toxique de la nappe phréatique qui polluerait les sources d'eau de centaines de milliers d'habitants de l'Orissa.

OUVRIR LES FORÊTS À L'EXPLOITATION MINIÈRE

La ruée vers les ressources minières débute en 1993 lorsque la Commission du Plan indien élabore la Politique nationale de minerai dont l'objectif est « d'encourager l'afflux d'investissements étrangers dans le secteur minier ». Cette politique d'ouverture sera consolidée par le rapport du comité Hoda⁴ en 2006 qui met en avant une série de recommandations afin « d'ouvrir les zones forestières à l'exploitation minière ».

De 1993 à 2006, l'exploitation annuelle des trois grands minerais métalliques, le fer, la bauxite et la chromite, dont 70 % des réserves indiennes se trouvent en Orissa, triple. On passe de 56,7 millions de tonnes de minerai de fer extrait en 1993-1994 à 160 millions de tonnes pour l'année 2005-2006, de 5 mil-

2 L'annexe 5 de la Constitution indienne interdit le transfert d'une zone tribale à un groupe non tribal.

3 « Study on impact of proposed Lanjigarh bauxite mining on biodiversity including wildlife and its habitat », Wildlife Institute of India, Dehradun.

4 Comité constitué en 2005 pour penser les mesures qui permettraient de développer le secteur minier.

lions de tonnes de bauxite à 12 millions de tonnes en 2005-2006 et de 1 million de tonnes de chromite à 3,4 millions de tonnes en 2005-2006⁵. Ces chiffres officiels ne tiennent pas compte des exploitations illégales très nombreuses.

Lors d'un discours au dix-neuvième congrès mondial de l'exploitation minière en novembre 2003, le président indien Abdul Kalam rappela que « l'exploitation minière procure la réponse aux besoins énergétiques et industriels du futur et permet le développement économique de notre pays ». Il faisait écho au sentiment de nombreux décideurs politiques qui voient les mines comme un moyen de lancer le progrès dans les régions reculées de l'Inde.

Une visite à Sukinda dans l'Ouest de l'Orissa où la Tata Iron and Steel Company (Tisco) a extrait de la chromite pendant les années nonante constitue une illustration très claire des effets de l'activité minière. La forêt qui autrefois couvrait le district a fait place à un paysage lunaire, balaféré et noyé dans la poussière, et les villages qui s'y trouvent encore sont à moitié vides. À Damajodi où la National Aluminium Company (Nalco), qui appartient à l'État, a retiré les dépôts de bauxite du mont Panchpat Mali, l'espace à des kilomètres à la ronde ressemble à un désert, les villages ont été abandonnés par les tribaux et les rivières sont remplies de déchets toxiques.

Le PNUD qui, en 2006, a réalisé un rapport avec l'État de l'Orissa pour mettre sur pied une politique de réimplantation des 2 millions de familles affectées par l'activité industrielle dans l'État constate que, loin de s'améliorer, le sort des tribaux est devenu alarmant. Pas assez qualifiés pour briguer un emploi auprès des industries minières peu friandes de main-d'œuvre, ils sont privés à la fois des ressources naturelles leur permettant d'assurer leur survie depuis des siècles et des repères culturels, qui disparaissent avec la désintégration de leur communauté. « Ce n'est pas du développement, c'est une autoroute pour accélérer l'exploitation... Ce qu'ils nous ont laissé, c'est seulement de l'air, et de l'eau polluée⁶. »

Ces deux dernières années, quatre sociétés ont reçu le feu vert de la Cour suprême pour entreprendre des activités minières dans la région : Hindalco à Kasarsada, Tisco à Kalinga Nagar, Posco⁷ à Sundergarh et Vedanta à Nyamgiri. Presque 41 % des réserves inexploitées de bauxite, 68 % des réserves de chromite et 26 % des minerais de fer seront exploités par ces projets pendant vingt-cinq ans⁸.

Aucune de ces sociétés n'a pu commencer à extraire de minerais car leurs activités ont été entravées par des manifestations d'Adivasis qui ont comme ultime recours de bloquer l'accès aux sites. En décembre 2000, trois tribaux qui protestaient contre les expropriations liées au projet Hindalco ont été tués par la police. En janvier 2006 à Kalinga Nagar, douze personnes sont mortes lorsque la police a tiré sur la foule qui manifestait contre le projet de Tisco. Malgré

5 « Rich Lands Poor People, is sustainable mining possible? », Centre for Science and Environment 2008.

6 *Ibidem*.

7 La Pohang Iron and Steel Company, basée à Pohang en Corée du Sud, est le quatrième principal producteur mondial d'acier.

8 Chandra Bushan, « Making India's Mining Sector socially and Environmentally Viable », Down to Earth, 30 avril 2007.

cela, la construction du site de 1 730 hectares devrait commencer à la fin de l'année. Tisco et son associé L&T ont également reçu une concession de trente-quatre ans du gouvernement de l'Orissa pour établir un port en eaux profondes à Dhamra qui permettra l'exportation des minerais. Dhamra est aussi le site de reproduction des tortues Ridley, une espèce en voie de disparition protégée par la législation indienne. Le géant de l'acier sud-coréen, Posco, a acquis les droits d'exploitation d'un site minier dans le district de Sunderghar en 2005, mais à la suite de l'agitation locale, il n'a pas encore pu entreprendre ses travaux qui doivent commencer à la fin de l'année.

Après un contentieux juridique de plus de cinq ans entre les Donghria Kondh représentés par plusieurs ONG et Vedanta, la Cour suprême indienne a, en dépit de l'avis contraire de la CEC⁹, finalement donné son feu vert au projet dans les collines du Nyamgiri moyennant « un ensemble de mesures de réparations ».

L'exploitation minière en Inde constitue un défi environnemental et socioéconomique très complexe où les gains miniers ne peuvent être réalisés sans la destruction des écosystèmes qui permettent la survie des populations les plus marginalisées et assurent la santé relative des cours d'eau du sous-continent. L'ancien président indien K.R. Narayanan l'avait souligné dans un discours en janvier 2001 en parlant des dilemmes du développement : « Alors que les nations doivent bénéficier de l'exploitation de ces minéraux, il nous faut aussi prendre en considération les questions de protection environnementale et des droits des tribaux. » La destruction de la forêt à cause des projets industriels a rendu les populations tribales plus vulnérables, socialement et économiquement. L'activité minière est aussi en train de modifier de plusieurs manières le profil hydrologique de la région. L'exploitation minière, qui généralement se déroule à proximité de rivières, consomme d'importantes quantités d'eau et rompt les sites de conservation de la nappe phréatique. Elle est également une source importante de pollution. Une proportion significative des réserves minérales en Inde se trouve dans des zones contiguës aux sources de rivières. En Orissa, c'est le cas pour le Bartarani, le Godivari et le Brahmani.

Il n'y a pour le moment aucune législation de protection des cours d'eau contre l'activité minière, cette question n'apparaît pas non plus dans la politique nationale de minerai.

Le gouvernement indien tente de projeter l'image d'une activité minière qui déclencherà le développement de zones marginalisées et intégrera les populations locales au « miracle économique indien », mais l'activité minière, dans le seul but de profiter aux géants miniers, alimente la colère populaire et trouve progressivement son expression dans le naxalisme. Vu sous cet angle, l'émergence de ce mouvement constitue d'abord une crise de légitimité politique d'un État qui est perçu plus comme un agresseur que comme une entité qui représente les aspirations de ses citoyens. ■

9 Le Centrally Empowered Committee a été créé en 2002 pour enquêter sur les plaintes relatives à la Forest Act; ses conclusions sont très critiques à l'égard des activités de Vedanta.